

Lettre ouverte au Directeur de la DiSI Rhone Alpes Auvergne Bourgogne

Monsieur le Directeur,

Solidaires Finances Publiques s'adresse à vous ce jour pour vous faire part de sa profonde inquiétude sur la situation des agents travaillant en CID. De toute part, il nous remonte un mal être grandissant avec une très forte fatigue au quotidien et beaucoup d'interrogations et de craintes pour l'avenir. Vous n'êtes pas sans savoir que ces derniers mois ont été particulièrement éprouvants pour nos collègues avec de nombreuses tâches supplémentaires dues à la crise sanitaire, qui se sont télescopées avec le travail quotidien et les demandes, parfois insistantes et non planifiées des DRFIP/DDFIP.

Le tout dans un contexte éminemment anxiogène.

En effet, par leurs demandes les directions locales oublient que les agents des CID excentrées ne sont plus de leurs ressorts directs, et que ces derniers ont comme priorité d'accomplir les tâches qui leur sont dévolues par la DiSI. Ainsi, les agents se retrouvent régulièrement pris entre deux feux antagonistes et doivent gérer au mieux les souhaits des uns et des autres. Ces situations sont de plus en plus fréquentes et force de stress et de risques psycho-sociaux pour vos agents. Pour Solidaires Finances Publiques, la solution doit passer par une communication ascendante et descendante, avec des temps d'échanges réguliers entre les responsables des ESI et l'ensemble des agents sur le terrain. Il est capital que les agents disposent d'une réelle visibilité sur l'organisation de leurs travaux quotidiens et ne soient plus soumis à des injonctions contradictoires.

Les CID vont devoir gérer de nouvelles missions comme la mise en place de la TOIP, du télétravail au fil de l'eau... Malgré le fait que leur travail soit plébiscité et reconnu de tous les agents des DDFIP/DRFIP, les collègues ont aujourd'hui le sentiment d'être abandonnés. Sentiment d'autant plus incompréhensible que les charges de travail augmentent, et que plusieurs postes n'ont pas été pourvus lors du dernier mouvement de mutations.

Pour nous la solution à cette augmentation des charges de travail ne passe pas par un recrutement de contractuel ou de vacataires, mais bien par l'affectation d'agents qualifiés. En effet le recrutement d'un emploi externe ne soulage en rien les collègues des CID qui devront inéluctablement former ce dernier en plus de leurs tâches quotidiennes, et ce sans « retour sur investissement » sur le long terme.



Pour solidaires Finances Publiques, il est donc urgent de replacer les CID et de manière plus globale, l'assistance, comme priorité au sein de notre DiSI, avec un réel accès au télétravail, un arrêt immédiat des suppressions de postes et des créations d'emplois qualifiés là où c'est nécessaire et où les charges de travail l'imposent.

Nous vous demandons aujourd'hui des garanties fortes et concrètes en ce sens. Il en va des conditions de travail de nos collègues des CID et de l'aide apportée au quotidien aux agents de tous les services de notre administration.

Dans l'attente de votre retour, recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le Bureau de section
Secrétaire de la section DiSI

Julien PEROL